



# OPÉRATIONS ET GESTION DES RESSOURCES



Comme les rouages invisibles d'une horloge, le personnel et les différents services de l'UNICEF aident l'organisation à s'acquitter de sa tâche – protéger les enfants et prendre soin d'eux – en apportant fournitures, informations, données, tout cela dans un climat de transparence.

En 2006, l'UNICEF a atteint, voire amélioré, plusieurs des indicateurs importants relatifs à la gestion des programmes inscrits dans son plan stratégique à moyen terme pour 2006–2009. Comme le montre cet article, en répondant à des attentes concrètes et en réalisant des objectifs tout aussi concrets, l'UNICEF a été en mesure de simplifier ses opérations, raccourcir ses délais et renforcer les obligations de rendre compte.

En 2006, l'UNICEF a bouclé ses comptes et préparé ses rapports financiers annuels aux donateurs plus tôt que jamais auparavant. Des progrès notables ont également été accomplis en matière de mise au point de systèmes et d'adoption de nouvelles technologies, ce qui a aussi contribué à renforcer l'efficacité globale de l'UNICEF.

Dans le cadre de la réforme de l'ONU, l'UNICEF a harmonisé ses politiques de recouvrement des coûts avec celles du Groupe des Nations Unies pour le développement, ce qui a facilité la planification et la mise en œuvre d'interventions et de projets communs entre les partenaires – donateurs et pays bénéficiaires de programmes. La méthode harmonisée de transfert de liquidités est appliquée au niveau des pays et tous les bureaux de pays de l'UNICEF disposent aujourd'hui d'une méthode simplifiée de transfert de fonds à leurs partenaires.

S'alignant sur l'objectif de l'ONU visant à corriger la sous-représentation des femmes sur le lieu de travail, la Directrice générale de l'UNICEF a nommé une Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la diversité et, pour la toute première fois, elle a procédé à un examen de la situation du personnel supérieur et à un exercice de rotation du personnel. La Directrice générale a également établi une règle selon laquelle la moitié des membres du comité chargé de l'Examen organisationnel doivent être des femmes. La représentation des femmes au niveau des postes à responsabilités a augmenté, passant de 19 % en 2005 à 30 % en septembre 2006.





## RESSOURCES HUMAINES

L'UNICEF a adopté le plan de réforme des Nations Unies visant à coordonner la gestion des ressources humaines entre les institutions de l'ONU. Grâce au partenariat établi avec le Secrétariat des Nations Unies et les institutions membres du Comité exécutif (UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la population, Programme alimentaire mondial et Programme des Nations Unies pour le développement), il est aujourd'hui plus facile de partager le personnel et de transférer des fonctionnaires d'une institution à l'autre. Les campagnes de recrutement du personnel avaient pour but d'atteindre les objectifs du plan stratégique à moyen terme et de renforcer la capacité de l'UNICEF à aider les pays à progresser vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'investissement dans les technologies a amélioré le recrutement du personnel de l'UNICEF. Pour près de 44 % du personnel engagé en 2006, les formalités ont été achevées en 90 jours, contre 17 % en 2005. Pour les postes à pourvoir dans les opérations d'urgence, les engagements dans des délais appropriés sont passés de 55 à 60 % pour cette même période. (Ce taux de 60 % d'engagements pour des postes à pourvoir au titre des opérations d'urgence ne concerne que les engagements à durée déterminée.) À cet égard, l'UNICEF se réfère aux Principaux engagements pour les enfants dans des situations d'urgence, document dans lequel il est spécifié que le déploiement du personnel de réserve doit intervenir dans les six à huit

semaines qui suivent la situation d'urgence. Mais dans la plupart des cas, le placement lors des situations d'urgence intervient beaucoup plus rapidement. La formation et l'éducation du personnel ont toujours la priorité. En 2006, 7 114 membres du personnel ont achevé divers programmes d'étude, et plus de 6 000 d'entre eux ont tiré parti de l'enseignement à distance par Internet ou des méthodes d'auto-apprentissage. Plus de 300 membres du personnel ont suivi un cours sur la manière de travailler lors des situations d'urgence.

L'UNICEF a collaboré avec des groupes de réflexion et de grandes universités, notamment celle de Maastricht (Pays-Bas), pour obtenir des informations de pointe sur l'analyse des politiques. Dans le cadre d'une collaboration entre l'UNICEF et la Banque mondiale, 103 fonctionnaires et membres du personnel des diverses institutions ont suivi un cours intitulé « Marginal Budgeting for Bottlenecks », qui étudie la manière d'élargir les interventions sanitaires et nutritionnelles à fort impact.

Les partenariats ont été poursuivis avec la London School of Economics, l'Institute for Development Studies et l'Université d'Oxford, tous au Royaume-Uni, l'Economic Policy Research Institute et l'Institute for Democracy en Afrique du Sud, ainsi que le World Bank Institute, dans le but de continuer à améliorer les compétences et l'expertise du personnel de l'UNICEF à l'avenir.

# TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

L'UNICEF a élargi ses capacités en s'appuyant sur des technologies de l'information plus performantes. En 2006, plusieurs facteurs – menace de la pandémie de la grippe aviaire, réforme de l'ONU et rôle de l'UNICEF en tant que chef de file de la transmission de données lors des situations d'urgence – ont favorisé l'amélioration de son infrastructure.

La planification en prévision d'une éventuelle pandémie de grippe aviaire et d'autres situations d'urgence a encouragé l'organisation à mettre au point un plan technique de « travail à domicile ». En cas de pandémie extrêmement contagieuse, cette structure permet aux membres du personnel de communiquer avec le siège, le terrain et d'autres institutions à partir de leur domicile ou d'autres locaux professionnels. Ce concept permet à plusieurs institutions de partager des connexions en réseau pour le courrier électronique ou l'accès à Internet. La capacité de continuer à agir au milieu d'une catastrophe permettra de s'assurer que les enfants ne sont pas les victimes d'une vaste quarantaine.

L'UNICEF a amélioré sa préparation aux situations d'urgence et sa capacité d'intervention en créant les cadres, procédures et infrastructures nécessaires pour qu'il puisse jouer son rôle de chef de file du Comité permanent interinstitutions en matière de transmission des données lors des interventions humanitaires. Au cours de 2006, les progrès ont porté sur l'amélioration des réseaux de télécommunication afin de soutenir les autres institutions des Nations Unies lors des situations d'urgence, l'identification des procédures d'activation et d'intervention, le test des exercices de simulation interinstitutions, l'activation des modules des Nations Unies lors des crises au Liban et en République démocratique du Congo, la création d'un module de soutien au Siège des Nations Unies à New York et l'organisation de formations.

En 2006, la Division UNICEF des technologies de l'information a contribué à améliorer les interventions d'urgence lors des séismes qui ont frappé le Pakistan et Java (Indonésie), lors des situations d'urgence au Soudan/Tchad et en Somalie et lors de la crise qui a éclaté dans le sud du Liban en fournissant des spécialistes des technologies de transmission des informations, des équipements, un soutien technique, et en

assurant la coordination interdivisions et interinstitutions au niveau mondial.

DevInfo, le système qui permet aux pays de vérifier s'ils accomplissent des progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, s'est enrichi de la base de données EmergencyInfo en 2006. Cette base de données permet aux utilisateurs d'ordinateurs de poche et d'assistants numériques d'avoir rapidement accès à des données provenant des zones touchées et de multiples autres sources.

L'UNICEF a également amélioré la performance de ses technologies internes de l'information, en réalisant une connectivité supérieure à 98 % de son réseau mondial pour toutes les régions en 2006.

L'UNICEF continue à affirmer sa présence sur Internet en développant son site multilingues. Au cours de 2006, de nouveaux sites ont été créés pour 22 bureaux régionaux et de pays, ce qui porte leur nombre à 53. En octobre, La Voix des jeunes a introduit les versions anglaise et swahili de « What would you do? » (Que ferais-tu ?), un jeu en ligne de prévention du SIDA. Et le site de *La Situation des enfants dans le monde 2006 : Exclus et invisibles* s'est vu décerner le prix Webby People's Voice Award de l'International Academy of Digital Arts and Sciences.





## APPROVISIONNEMENT

L'UNICEF joue un rôle de premier plan dans l'achat de fournitures pour les enfants et les interventions humanitaires. En 2006, grâce à sa collaboration avec les institutions des Nations Unies, certaines organisations non gouvernementales, la Banque mondiale et le secteur privé, il a acheté des fournitures dont la valeur totale s'est élevée à environ 1,2 milliard de dollars. L'organisation a également reçu des dons en nature tels que vitamine A, BP5 (aliments compacts à teneur élevée en protéine), matériel d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et autres articles de premiers secours, dont la valeur a atteint environ 17 millions de dollars.

L'UNICEF a acheté des vaccins pour 40 % des enfants de la planète et des médicaments antirétroviraux pour 49 pays; il continue aussi à être dans le peloton de tête pour les achats de moustiquaires et d'aliments thérapeutiques pour enfants. L'UNICEF a livré rapidement des denrées essentielles pour combattre les répercussions des situations d'urgence dans 60 pays. Par ailleurs, l'UNICEF a produit du matériel éducatif qui a permis à plus de 10 millions d'enfants de reprendre le chemin de l'école en 2006.

Les vaccins et le matériel de vaccination ont constitué la majeure partie des achats de l'UNICEF, 564 millions de dollars au total : 495 millions de dollars pour les vaccins, 48 millions de dollars pour les seringues à usage unique et 21 millions de dollars pour les équipements de la chaîne du froid.

Plus de 2,3 milliards de doses de vaccins poliomyélitiques oraux ont été achetées, un chiffre sans précédent, pour soutenir les campagnes mondiales d'éradication de cette maladie. Rien qu'au Bangladesh et au Nigéria, il a fallu livrer plus de 70 millions de doses de vaccin pour mener à bien les initiatives d'éradication de la poliomyélite.

Pour contribuer à la lutte contre le paludisme, les achats de moustiquaires ont atteint un niveau record de 125 millions de dollars, contre 84 millions de dollars en 2005. Vingt-deux millions de moustiquaires ont été achetées, dont plus de 90 % étaient des moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée. En 2006, l'UNICEF a fourni des médicaments pour le traitement combiné du paludisme à base d'artémisinine pour un montant de 15 millions de dollars. Ajoutées aux trousse de test rapide du paludisme, pour un montant de 6,8 millions de dollars, ces fournitures ont aidé l'UNICEF à combattre une maladie qui fait de nombreuses victimes parmi les enfants.

En 2006, l'UNICEF a livré et pré-positionné des stocks de vaccins contre la méningite et autres maladies pour pouvoir intervenir rapidement en cas d'épidémie. Lorsque ces infections virales meurtrières ont frappé, plus de 3,5 millions d'enfants ont été vaccinés contre la méningite et près de 6 millions contre la fièvre jaune, principalement dans la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

## AMBASSADEURS

## ITINÉRANTS

## INTERNATIONAUX QUI ONT SERVI L'UNICEF

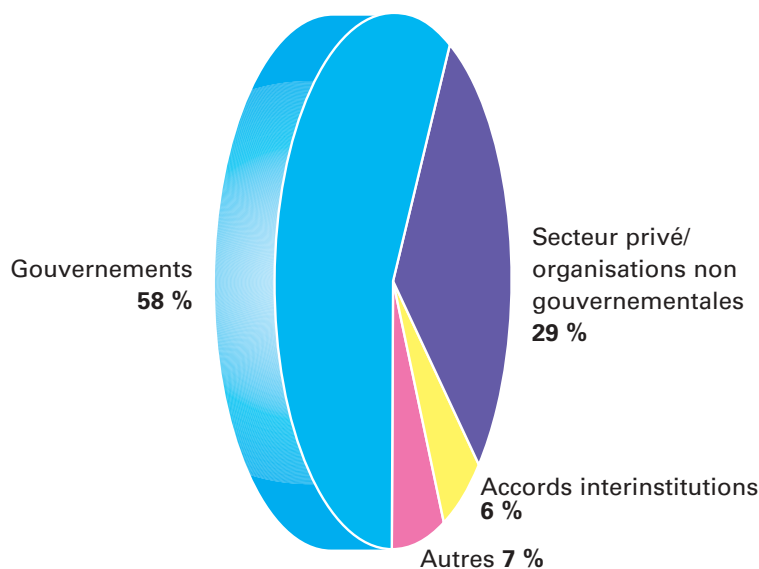
EN 2006

## RECETTES\*

L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires. Ses recettes sont divisées en ressources « ordinaires » et « autres » ressources. Les ressources ordinaires ne font l'objet d'aucune restriction et elles servent à financer les programmes de pays, l'appui aux programmes et les activités de gestion et d'administration de l'organisation approuvées par le Conseil d'administration. Les autres ressources sont sujettes à des restrictions et sont affectées à des activités spécifiques approuvées par le Conseil, dans le cadre des programmes de pays. Ces ressources se subdivisent en contributions « ordinaires » et contributions affectées aux « opérations d'urgence ».

Les recettes de l'UNICEF ont augmenté de 1 %, passant de 2 762 millions de dollars en 2005 à 2 781 millions de dollars en 2006.

### CONTRIBUTIONS À L'UNICEF PAR SOURCE, 2006



Total : 2 781 millions de dollars

Les contributions au titre des ressources ordinaires ont augmenté de 30 % pour atteindre 1 056 millions en 2006, et les contributions au titre des autres ressources ont diminué de 12 % pour atteindre 1 725 millions. Les ressources ordinaires représentent donc 38 % du montant total des recettes de l'UNICEF, alors que la proportion était de 29 % en 2005. Les autres ressources ont représenté 62 % du montant total des recettes en 2006, contre 71 % en 2005.

\*Les chiffres dans certains graphiques et tableaux peuvent ne pas représenter un total de 100 % car ils ont été arrondis.

Lord Richard Attenborough

(Royaume-Uni, nommé en 1987)

Amitabh Bachchan (Inde, 2005)

David Beckham (Royaume-Uni, 2004)

Harry Belafonte (États-Unis, 1987)

Jackie Chan (Hong Kong, Région administrative spéciale de Chine, 2004)

Judy Collins (États-Unis, 1995)

Mia Farrow (États-Unis, 2000)

Roger Federer (Suisse, 2006)

Danny Glover (États-Unis, 2004)

Whoopi Goldberg (États-Unis, 2003)

Angélique Kidjo (Bénin, 2002)

Johann Olav Koss (Norvège, 1994)

Tetsuko Kuroyanagi (Japon, 1984)

Femi Kuti (Nigéria, 2002)

Leon Lai (Hong Kong, Région administrative spéciale de Chine, 1994)

Lang Lang (Chine, 2004)

Jessica Lange (États-Unis, 2003)

Rick Martin (Porto Rico, États-Unis, 2003)

Shakira Mebarak (Colombie, 2003)

Sir Roger Moore (Royaume-Uni, 1991)

Nana Mouskouri (Grèce, 1993)

Youssou N'Dour (Sénégal, 1991)

Vanessa Redgrave (Royaume-Uni, 1995)

Sebastião Salgado (Brésil, 2001)

Susan Sarandon (États-Unis, 1999)

Vendela Thommessen (Norvège, 1996)

Maxim Vengerov (Fédération de Russie, 1997)

Au total, 104 gouvernements ont contribué aux ressources de l'UNICEF en 2006, soit cinq de moins que l'année précédente. Les gouvernements et les accords interinstitutions ont représenté une contribution d'un montant de 1 792 millions de dollars, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2005.

La contribution des États-Unis s'est élevée à 261 millions de dollars et ce gouvernement donateur est celui qui a versé la contribution la plus élevée. La Commission européenne est l'organisation intergouvernementale qui a versé la contribution la plus élevée, avec 77 millions de dollars.

Les contributions du secteur privé à l'aide humanitaire ont affiché une hausse importante en 2005 suite au tsunami qui a frappé l'océan Indien à la fin de 2004 et aux séismes qui ont ravagé l'Asie en 2005. En conséquence, en 2006, les recettes en provenance du secteur privé, et notamment des organisations non gouvernementales, ont diminué de 31 % pour atteindre 799 millions de dollars. Les ressources au titre des « autres ressources ordinaires » ont aussi diminué, mais les contributions aux « ressources ordinaires » ont augmenté de

38 %, passant de 289 millions de dollars à 400 millions de dollars, les efforts de collecte de fonds se détournant des situations d'urgence provoquées par le tsunami et ces tremblements de terre.

La majeure partie des contributions du secteur privé à l'UNICEF est réunie par les Comités nationaux. En 2006, le Comité japonais pour l'UNICEF a versé une contribution de 134 millions de dollars, soit la donation la plus importante faite par un Comité national, suivi par le Comité allemand pour l'UNICEF avec 133 millions de dollars.

À l'exception des fonds humanitaires, les fonds thématiques ont augmenté de 40 % par rapport à 2005. L'éducation de base et l'égalité des sexes ont bénéficié du pourcentage le plus élevé de fonds thématiques à 98 millions, soit 61 %. Le Gouvernement norvégien a versé la plus forte contribution thématique, avec une somme de plus de 80 millions de dollars. La protection de l'enfant a affiché l'augmentation la plus importante, avec un montant qui est passé de près de 7 millions de dollars en 2005 à près de 26 millions de dollars en 2006.

## CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES, 2004–2006

(en millions de dollars des États-Unis)

	2004	2005	2006
Politiques, sensibilisation et partenariats <sup>1</sup>	-	-	7
Éducation de base et égalité des sexes <sup>2</sup>	61	89	98
Survie et développement du jeune enfant <sup>3</sup>	13	5	15
Protection de l'enfant	10	7	26
Le VIH/SIDA et les enfants	5	8	17
Développement intégré de la petite enfance <sup>4</sup>	4	7	-
Assistance humanitaire	66	476	144

1 Ne figurait pas dans le cycle précédent du plan stratégique à moyen terme (PSMT).

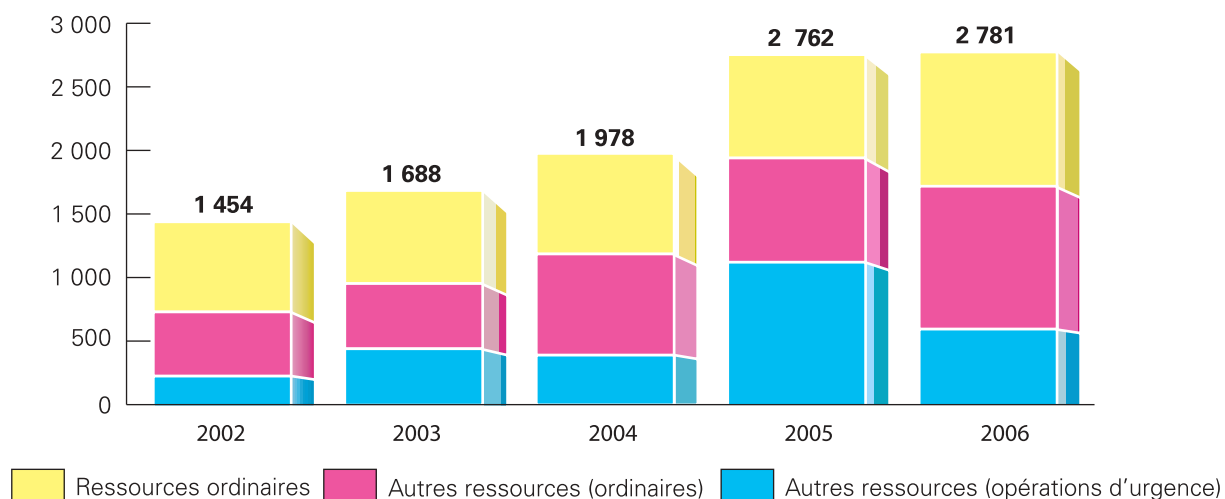
2 Dans le cycle précédent du PSMT « Éducation des filles ».

3 Dans le cycle précédent du PSMT « Vaccination élargie ».

4 Ne figure pas dans le cycle actuel du PSMT.

## CONTRIBUTIONS VERSÉES À L'UNICEF, 2002–2006

(en millions de dollars des É.-U.)



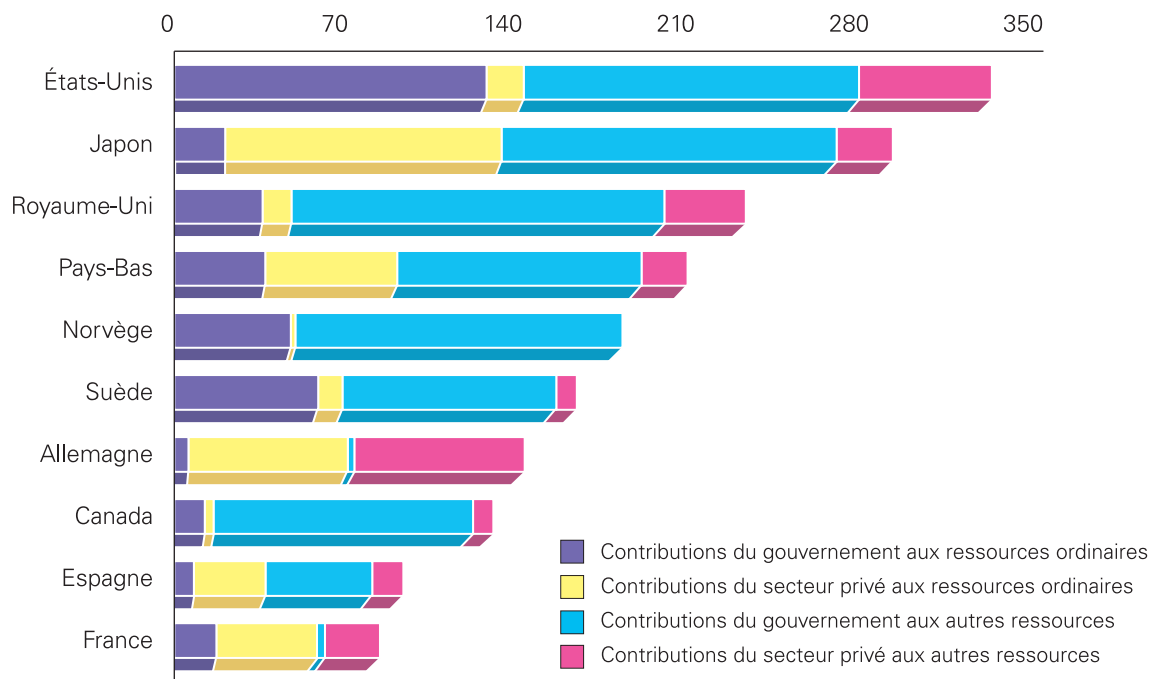
## LES 20 GOUVERNEMENTS DONATEURS EN TÊTE DE LISTE

(en milliers de dollars des É.-U.)

		Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
			(ordinaires)	(opérations d'urgence)	
1	États-Unis	125 730	91 936	43 075	260 741
2	Royaume-Uni	35 547	124 707	25 443	185 698
3	Norvège	46 928	110 577	21 116	178 621
4	Japon	20 500	100 451	34 448	155 400
5	Suède	57 948	54 046	32 051	144 045
6	Pays-Bas	36 632	64 137	34 257	135 026
7	Canada	12 273	82 552	21 938	116 763
8	Danemark	30 902	5 200	17 525	53 626
9	Espagne	7 895	29 575	13 402	50 872
10	Australie	6 079	21 240	22 096	49 415
11	Irlande	12 559	4 393	12 055	29 007
12	Finlande	16 588	4 582	4 456	25 625
13	France	16 956	1 402	1 808	20 166
14	Suisse	14 400	2 863	2 186	19 449
15	Italie	-	8 798	9 164	17 962
16	Belgique	3 628	5 813	2 582	12 023
17	Allemagne	5 702	-	2 643	8 345
18	Luxembourg	1 422	5 531	528	7 480
19	Nouvelle-Zélande	3 014	1 841	924	5 779
20	Corée, République de	2 500	-	2 229	4 729

## LES 10 PAYS EN TÊTE DE LISTE PAR DONATEUR ET TYPE DE FINANCEMENT\*

(en millions de dollars des États-Unis)



\* Inclut les contributions des gouvernements et du secteur privé, y compris les Comités nationaux pour l'UNICEF; n'inclut ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ni celles versées au titre des accords interinstitutions.

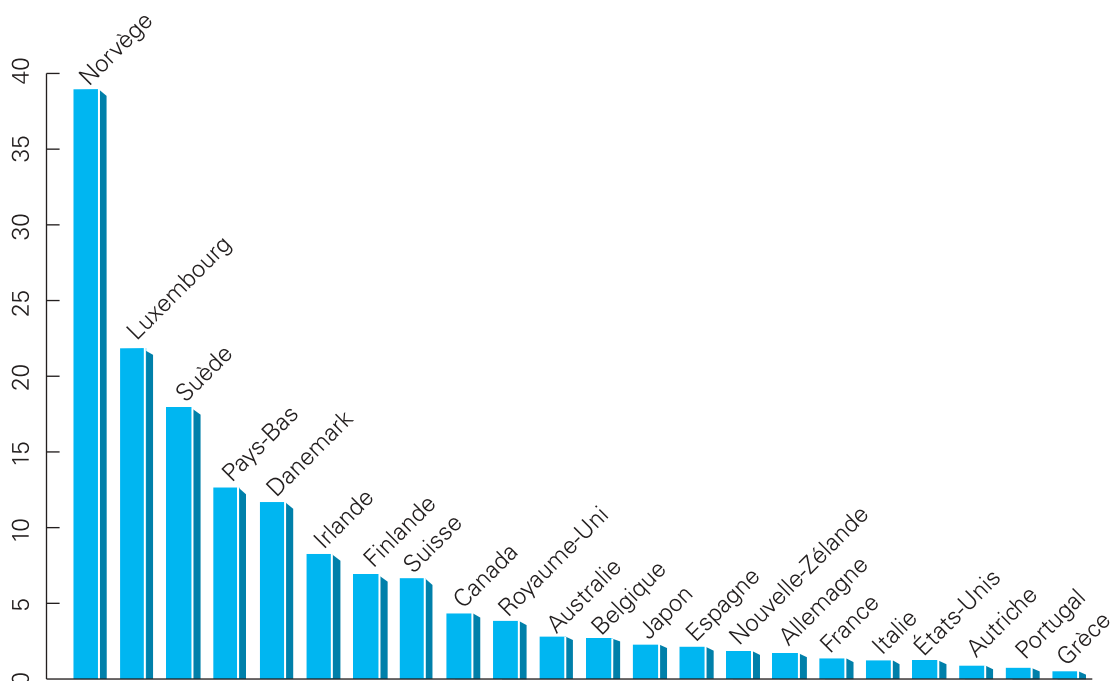
## LES 20 COMITÉS NATIONAUX DONATEURS EN TÊTE DE LISTE

(en milliers de dollars des États-Unis)

		Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
			(ordinaires)	(opérations d'urgence)	
1	Japon	111 305	12 922	9 712	133 940
2	Allemagne	64 169	20 634	47 947	132 750
3	Pays-Bas	53 132	12 964	5 564	71 660
4	États-Unis	14 989	35 743	17 746	68 478
5	France	40 509	14 734	7 413	62 656
6	Italie	33 418	10 197	10 593	54 207
7	Royaume-Uni	11 645	22 177	10 617	44 439
8	Espagne	28 845	9 227	3 298	41 371
9	Suède	9 783	4 335	3 927	18 045
10	Suisse	9 542	4 781	1 933	16 256
11	Belgique	11 370	2 370	2 135	15 875
12	Corée, République de	11 816	2 161	700	14 676
13	Canada	3 544	4 155	4 014	11 713
14	Finlande	7 603	2 179	757	10 539
15	Hongkong, Chine (RAS)	6 758	1 401	2 168	10 328
16	Danemark	7 104	1 480	1 264	9 848
17	Australie	2 364	3 959	1 201	7 523
18	Portugal	5 149	802	992	6 943
19	Grèce	4 325	-	974	5 299
20	Islande	1 706	2 560	-	4 266

## CONTRIBUTIONS À L'UNICEF PAR HABITANT\*

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)  
(en dollars des États-Unis)



\* Comprend les contributions des gouvernements, des organisations non gouvernementales et du secteur privé, y compris les Comités nationaux.

Source : Chiffres sur la population (2005) du CAD/OCDE.

## DÉPENSES

Les ressources ordinaires sont affectées aux différents pays avec lesquels l'UNICEF coopère selon une formule établie par le Conseil d'administration et fondée sur trois critères pour chaque pays : le taux de mortalité des moins de 5 ans, le produit national brut par habitant et la taille absolue de la population d'enfants.

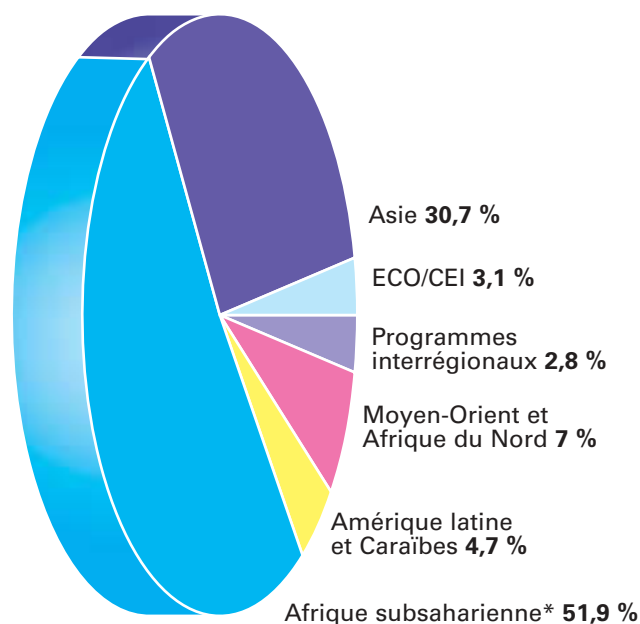
Le montant total des dépenses a augmenté de 7 %, passant de 2 197 millions de dollars en 2005 à 2 343 millions de dollars en 2006 (voir tableau page 40). Les dépenses au titre de l'assistance aux programmes ont augmenté de 153 millions de dollars, soit une progression de 8 %, pour atteindre 2 119 millions de dollars. Les dépenses combinées au titre de l'appui aux programmes à 142 millions de dollars, au titre de la gestion/administration à 76 millions de dollars, y compris les coûts sécuritaires à hauteur de 11 millions de dollars partagés au niveau central, ont diminué de 3 % pour atteindre 218 millions de dollars.

## MONTANT TOTAL DES DÉPENSES, 2006

(en millions de dollars des États-Unis)

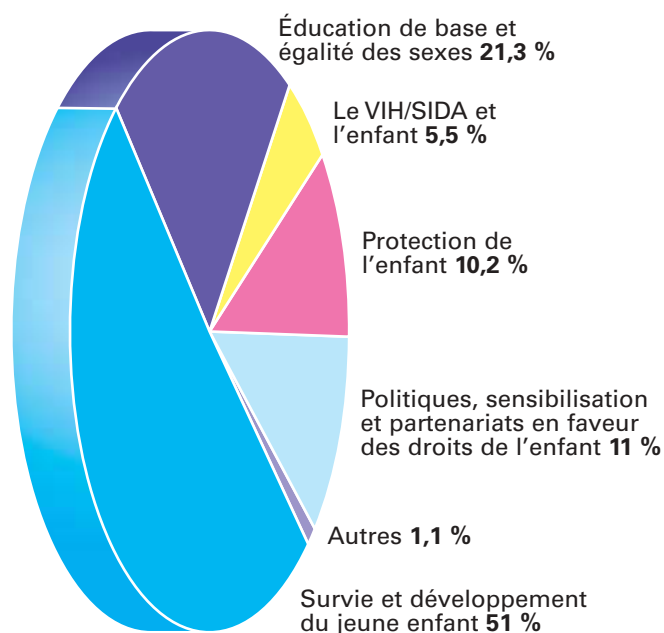
	Ressources ordinaires	Autres ressources (ordinaires)	Autres ressources (opérations d'urgence)	Total pour 2005	Total pour 2006
Assistance aux programmes	533	913	672	1 966	2 119
Appui aux programmes	142	-	-	137	142
Montant total au titre de la coopération aux programmes	675	913	672	2 103	2 261
Gestion et administration	76	-	-	88	76
Montant total des dépenses (à l'exception des sommes passées par pertes et profits et des ajustements effectués antérieurement)	751	913	672	2 191	2 337
Sommes passées par pertes et profit	1	3	3	6	7
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>752</b>	<b>916</b>	<b>675</b>	<b>2 197</b>	<b>2 343</b>

## ASSISTANCE DE L'UNICEF AU TITRE DES PROGRAMMES, PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE, 2006



Montant total de l'assistance au titre des programmes : 2 119 millions de dollars

## ASSISTANCE DE L'UNICEF AU TITRE DES PROGRAMMES PAR DOMAINE D'ACTION PRIVILÉGIÉ DU PLAN STRATÉGIQUE À MOYEN TERME, 2006



Montant total de l'assistance au titre des programmes : 2 119 millions de dollars

\* L'assistance au titre des programmes pour Djibouti et le Soudan figure dans la rubrique « Afrique subsaharienne ».



## PROGRAMMES DE PAYS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES ORDINAIRES

Les programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d'administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires, à hauteur des montants indiqués ci-dessous. L'UNICEF élargit ces programmes, notamment pendant les crises humanitaires, en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés « autres ressources ». (Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis).

<b>Afghanistan*</b> 2006–2008	43 106 000	<b>Érythrée**</b> 2007–2011	8 925 000	<b>Moldova**</b> 2007–2011	3 595 000	<b>Territoire occupé palestinien<sup>2</sup></b> 2006–2007	4 000 000
<b>Afrique du Sud**</b> 2007–2010	3 988 000	<b>Éthiopie**</b> 2007–2011	119 750 000	<b>Mongolie**</b> 2007–2011	4 535 000	<b>Sénégal**</b> 2007–2011	15 825 000
<b>Albanie</b> 2006–2010	3 375 000	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b> 2005–2009	3 060 000	<b>Montenegro<sup>4**</sup></b> 2007–2009	1 803 000	<b>Serbie-et-Monténégro<sup>5</sup></b> 2005–2009	3 325 000
<b>Algérie*</b> 2007–2011	5 410 000	<b>Fédération de Russie</b> 2006–2010	4 805 000	<b>Mozambique**</b> 2007–2009	22 653 000	<b>Sierra Leone*</b> 2004–2007	18 330 750
<b>Angola</b> 2005–2008	22 584 000	<b>Gabon**</b> 2007–2011	3 075 000	<b>Myanmar</b> 2006–2010	41 130 000	<b>Somalie*</b> 2004–2008	26 930 000
<b>Argentine</b> 2005–2009	3 000 000	<b>Gambie**</b> 2007–2011	4 870 000	<b>Namibie</b> 2006–2010	3 335 000	<b>Soudan**</b> 2007	6 169 000
<b>Arménie</b> 2005–2009	3 405 000	<b>Georgie</b> 2006–2010	3 370 000	<b>Népal**</b> 2007	6 738 000	<b>Sri Lanka**</b> 2007	\$800 000
<b>Azerbaïdjan</b> 2005–2009	4 760 000	<b>Ghana</b> 2006–2010	18 600 000	<b>Nicaragua**</b> 2007	862 000	<b>Swaziland</b> 2006–2010	3 755 000
<b>Bangladesh</b> 2006–2010	60 490 000	<b>Guatemala*</b> 2006–2008	3 648 000	<b>Niger*</b> 2004–2007	40 187 745	<b>Tadjikistan*</b> 2005–2009	6 597 000
<b>Bélarus</b> 2006–2010	3 260 000	<b>Guinée**</b> 2007–2011	17 000 000	<b>Nigéria*</b> 2002–2007	140 255 782	<b>Tanzanie, République-Unie de**</b> 2007–2011	46 932 000
<b>Belize**</b> 2007–2011	3 060 000	<b>Guinée-Bissau*</b> 2003–2007	7 010 000	<b>Ouganda</b> 2006–2010	42 880 000	<b>Tchad</b> 2006–2010	18 445 000
<b>Bénin*</b> 2004–2008	12 107 000	<b>Guinée équatoriale**</b> 2007	736 000	<b>Ouzbékistan</b> 2005–2009	9 271 000	<b>Thaïlande**</b> 2007–2011	5 000 000
<b>Bhoutan**</b> 2007	966 000	<b>Guyana</b> 2006–2010	3 345 000	<b>Pakistan</b> 2004–2008	61 616 000	<b>Timor-Leste*</b> 2006–2010	2 325 000
<b>Bolivie*</b> 2003–2007	6 137 604	<b>Haiti**</b> 2007	3 024 000	<b>Panama**</b> 2007–2011	2 000 000	<b>Togo**</b> 2007	3 210 000
<b>Bosnie-Herzégovine</b> 2005–2008	2 468 000	<b>Honduras**</b> 2007–2011	4 495 000	<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée*</b> 2003–2007	6 363 332	<b>Tunisie**</b> 2007	3 320 000
<b>Botswana*</b> 2003–2007	3 204 949	<b>Îles caraïbes orientales<sup>1</sup></b> 2003–2007	9 400 000	<b>Paraguay**</b> 2007–2011	3 730 000	<b>Turkménistan</b> 2005–2009	4 680 000
<b>Brsil**</b> 2007–2011	4 620 000	<b>Îles du Pacifique<sup>3</sup></b> 2003–2007	14 737 596	<b>Pérou</b> 2006–2010	4 500 000	<b>Turquie</b> 2006–2010	5 045 000
<b>Bulgarie</b> 2006–2009	2 464 000	<b>Inde*</b> 2003–2007	155 423 634	<b>Philippines</b> 2005–2009	11 570 000	<b>Ukraine</b> 2006–2010	4 775 000
<b>Burkina Faso</b> 2006–2010	33 745 000	<b>Indonésie</b> 2006–2010	26 500 000	<b>République arabe syrienne**</b> 2007–2011	4 605 000	<b>Uruguay</b> 2005–2009	2 000 000
<b>Burundi*</b> 2005–2007	15 869 392	<b>Iraq**</b> 2007–2010	8 436 000	<b>République centrafricaine**</b> 2007–2011	11 565 000	<b>Venezuela (République bolivarienne du)</b> 2002–2007	2 935 000
<b>Cambodge</b> 2006–2010	23 550 000	<b>Iran (République islamique d')</b> 2005–2009	7 880 000	<b>République démocratique populaire lao**</b> 2007–2011	8 935 000	<b>Vietnam</b> 2006–2010	20 000 000
<b>Cameroun*</b> 2003–2007	14 378 708	<b>Jamaïque**</b> 2007–2011	3 165 000	<b>République dominicaine**</b> 2007–2011	3 505 000	<b>Yémen**</b> 2007–2010	24 035 000
<b>Cap-Vert</b> 2006–2010	3 300 000	<b>Jordanie*</b> 2003–2007	3 405 000	<b>Roumanie</b> 2005–2009	3 385 000	<b>Zambie**</b> 2007–2010	20 048 000
<b>Chili</b> 2005–2009	900 000	<b>Kazakhstan</b> 2005–2009	4 920 000	<b>Rwanda*</b> 2007	7 875 000	<b>Zimbabwe**</b> 2007–2011	11 115 000
<b>Chine</b> 2006–2010	61 035 000	<b>Kenya</b> 2004–2008	24 659 000	<b>Sao Tomé-et-Principe**</b> 2007–2011	3 300 000		
<b>Colombie*</b> 2002–2007	5 241 456	<b>Kirghizistan</b> 2005–2010	5 562 000				
<b>Comores*</b> 2003–2007	3 690 000	<b>Lesotho*</b> 2002–2007	5 914 801				
<b>Congo</b> 2004–2008	4 879 000	<b>Liban**</b> 2007	616 000				
<b>Congo, République démocratique du*</b> 2006–2007	65 075 000	<b>Libéria**</b> 2007	3 770 000				
<b>Corée, République populaire démocratique de**</b> 2007–2009	3 648 000	<b>Madagascar</b> 2006–2009	26 241 000				
<b>Costa Rica**</b> 2007	601 000	<b>Malaisie</b> 2005–2007	1 500 000				
<b>Côte d'Ivoire*</b> 2003–2007	19 933 238	<b>Malawi**</b> 2007	7 536 000				
<b>Cuba**</b> 2007	632 000	<b>Maldives</b> 2003–2007	3 378 887				
<b>Djibouti*</b> 2003–2007	3 876 517	<b>Mali*</b> 2003–2007	37 840 758				
<b>Égypte**</b> 2007–2011	13 195 000	<b>Maroc**</b> 2007–2011	6 700 000				
<b>El Salvador**</b> 2007–2011	3 480 000	<b>Mauritanie*</b> 2003–2008	7 921 000				
<b>Équateur</b> 2004–2008	3 912 000	<b>Mexique**</b> 2007	628 000				

L'UNICEF a coopéré avec 155 pays, régions et territoires en 2006 : 44 en Afrique subsaharienne (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe – ESARO – et Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale – WCARO); 35 en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes – TACRO); 35 en Asie (Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique – EAPRO – et Bureau régional de l'Asie du Sud – ROSA); 20 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord – MENARO); et 21 en Europe centrale et orientale/Communauté d'États indépendants (ECO/CEI).

\* Y compris les ressources ordinaires additionnelles allouées depuis que le Conseil d'administration a approuvé les fonds.

\*\* Nouveaux programmes de pays débutant en janvier 2007 et approuvés par le Conseil d'administration en 2006.

1 Y compris : Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.

2 L'UNICEF fournit une assistance aux enfants et femmes palestiniens pendant la période 2006–2007 : dans le Territoire palestinien occupé (2 100 000 dollars), au Liban (900 000 dollars), en Jordanie (500 000 dollars) et en République arabe syrienne (500 000 dollars).

3 Y compris : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

4 Le 3 juin 2006, le Monténégro a déclaré son indépendance face à la Serbie et le 28 juin 2006, il est devenu un État Membre des Nations Unies.

5 La Serbie et le Monténégro (avant l'approbation du programme de pays 2007-2009 pour le Monténégro par le Conseil d'administration) incluait le Kosovo, actuellement sous administration des Nations Unies (750 000 dollars).

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2006<sup>1</sup>

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
			Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
Afrique du Sud	32 064	208 417	-	-	-	32 473	272 954
Albanie	1 000	-	-	-	-	16 058	17 058
Algérie	24 000	-	-	-	-	15 604	39 604
Allemagne	5 701 797	2 643 145	64 168 661	68 580 980	-	-	141 094 583
Andorre	38 160	215 260	187 608	523 534	-	-	964 561
Arabie saoudite	-	475 000	-	-	-	2 773 809	3 248 809
Argentine	-	-	-	-	141 500	2 887 801	3 029 301
Arménie	3 500	-	-	-	-	-	3 500
Australie	6 079 040	43 335 634	2 363 621	5 159 797	-	-	56 938 093
Autriche	1 466 052	1 706 586	3 072 965	1 016 731	-	-	7 262 334
Azerbaïdjan	8 543	207 632	-	-	-	-	216 175
Bahreïn	-	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000
Bangladesh	34 500	-	-	-	-	14 635	49 135
Barbade	4 000	-	-	-	-	-	4 000
Bélarus	10 000	-	-	-	-	-	10 000
Belgique	3 627 570	8 394 986	11 369 885	4 504 794	-	-	27 897 235
Belize	50 000	-	-	-	-	-	50 000
Bhoutan	14 700	-	-	-	-	-	14 700
Bolivie	-	-	-	-	-	59 850	59 850
Botswana	-	-	-	-	-	243 491	243 491
Brésil	-	99 745	-	-	1 165 831	5 380 306	6 645 882
Bulgarie	3 500	-	-	-	-	-	3 500
Burkina Faso	8 850	-	-	-	-	9 323	18 173
Burundi	1 000	-	-	-	-	-	1 000
Cameroun	-	-	-	-	-	55 302	55 302
Canada	12 272 715	104 490 342	3 544 109	8 168 611	-	-	128 475 777
Chili	77 000	83 847	-	-	89 480	831 029	1 081 356
Chine	1 216 508	-	-	-	181 919	1 388 889	2 787 315
Chypres	22 890	-	-	-	729 893	-	752 783
Colombie	432 007	213 950	-	-	443 764	2 024 559	3 114 279
Corée, République de	2 500 000	2 228 578	11 815 638	2 860 779	-	-	19 404 995
Costa Rica	26 541	-	-	-	-	-	26 541
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	48 416	48 416
Croatie	21 000	-	-	-	542 076	669 339	1 232 414
Danemark	30 901 500	22 724 492	7 103 980	2 744 019	-	-	63 473 991
Djibouti	1 000	-	-	-	-	-	1 000
Espagne	7 894 740	42 976 793	28 845 376	12 525 138	-	-	92 242 048
Équateur	-	-	-	-	182 125	1 121 898	1 304 023
Égypte	-	-	-	-	-	220 974	220 974
Émirats arabes unis	100 000	-	-	-	79 724	-	179 724
Estonie	22 690	66 117	33 856	17 639	-	-	140 301
États-Unis d'Amérique	125 730 000	135 010 890	14 988 858	53 489 458	-	-	329 219 205
Éthiopie	49 712	-	-	-	-	-	49 712
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 000	-	-	-	-	-	6 000
Fédération de Russie	1 000 000	-	-	-	-	612 398	1 612 398
Fidji	-	65 000	-	-	-	-	65 000
Finlande	16 587 620	9 037 299	7 603 463	2 935 751	-	-	36 164 132
France	16 956 006	3 210 020	40 508 570	22 147 762	-	-	82 822 358
Gabon	-	92 000	-	-	-	447 247	539 247
Georgie	1 999	-	-	-	-	-	1 999
Ghana	20 000	-	-	-	-	-	20 000
Gibraltar	-	-	-	-	26 797	-	26 797
Grèce	300 000	77 642	4 324 583	974 250	-	-	5 676 475
Guinée	-	550 000	-	-	-	-	550 000
Guinée-Bissau	-	50 093	-	-	-	-	50 093
Guyana	21 128	-	-	-	-	-	21 128
Honduras	-	200 000	-	-	-	-	200 000
Hongkong, Chine (RAS)	-	-	6 758 271	3 569 496	-	-	10 327 767
Hongrie	24 967	-	564 059	405 461	-	-	994 487
Inde	844 444	1 852 428	-	-	(1 049)	805 688	3 501 512
Indonésie	100 000	1 224 489	-	-	247 387	1 440 677	3 012 553
Iran (République islamique d')	53 500	-	-	-	250 785	97 406	401 691
Irlande	12 559 198	16 447 939	2 337 298	1 695 798	-	-	33 040 233
Islande	292 937	310 084	1 706 368	2 559 599	-	-	4 868 988
Israël	60 000	-	6 550	10 000	-	-	76 550
Italie	-	17 961 857	33 417 868	20 789 538	-	-	72 169 263
Jamaïque	80 704	-	-	-	-	-	80 704
Japon	20 500 000	134 899 659	111 305 207	22 634 310	-	-	289 339 175
Kenya	-	-	-	-	22 045	623 904	645 948

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2006<sup>1</sup> (suite)

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
			Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
Koweït	200 000	-	-	-	-	-	200 000
Lettonie	-	-	(77)	3 139	-	-	3 062
Lesotho	66	-	-	-	-	-	66
Liban	-	-	-	-	21 742	105 000	126 742
Liechtenstein	16 260	75 573	-	-	-	-	91 833
Lituanie	-	-	4 479	42 274	-	-	46 753
Luxembourg	1 421 796	6 058 534	1 454 516	900 767	-	-	9 835 613
Madagascar	1 000	-	-	-	-	19 015	20 015
Malaisie	-	-	-	-	-	92 466	92 466
Mali	18 400	-	-	-	-	-	18 400
Malte	-	-	-	-	221	-	221
Maurice	9 621	-	-	-	-	-	9 621
Mexique	214 000	-	-	-	767 394	3 621 137	4 602 531
Monaco	30 000	35 000	-	-	65 120	-	130 120
Mongolie	-	508 978	-	-	-	10 000	518 978
Maroc	83 909	-	-	-	125 433	20 472	229 815
Mozambique	2 000	-	-	-	-	-	2 000
Myanmar	2 732	-	-	-	-	-	2 732
Namibie	-	-	-	-	-	1 052	1 052
Népal	15 000	-	-	-	-	-	15 000
Nouvelle-Zélande	3 013 692	2 764 740	790 908	951 135	-	-	7 520 475
Nicaragua	6 000	-	-	-	-	1 575	7 575
Nigéria	-	-	-	-	845 130	290 329	1 135 459
Norvège	46 928 250	131 692 816	1 838 862	108 488	-	-	180 568 416
Oman	-	500 973	-	-	-	118 172	619 146
Ouzbékistan	835	-	-	-	-	-	835
Pakistan	137 790	-	-	-	-	27 004	164 794
Panama	24 075	300 000	-	-	64 776	55 539	444 391
Paraguay	-	-	-	-	-	9 382	9 382
Pays-Bas	36 632 475	98 393 664	53 132 333	18 528 071	-	-	206 686 543
Pérou	-	-	-	-	230 278	153 475	383 752
Philippines	49 614	-	-	-	114 684	891 257	1 055 555
Pologne	100 000	-	112 170	828 163	-	-	1 040 333
Portugal	200 000	477 814	5 148 865	1 793 678	-	-	7 620 357
Qatar	50 000	500 000	-	-	-	-	550 000
République arabe syrienne	-	-	-	-	-	8 207	8 207
République démocratique populaire lao	5 350	-	-	-	-	200	5 550
République dominicaine	-	-	-	-	79 033	21 395	100 429
République tchèque	221 396	255 921	1 573 000	340 776	-	-	2 391 092
Roumanie	15 564	-	-	-	-	777 023	792 587
Royaume-Uni	35 547 480	150 150 699	11 644 561	32 794 019	-	-	230 136 759
Saint-Marin	-	10 000	13 024	65 315	-	-	88 339
Sénégal	-	-	-	-	113 965	-	113 965
Serbie*	-	-	-	-	295 145	149 421	444 566
Sierra Leone	-	801 544	-	-	-	-	801 544
Singapour	50 000	50 000	-	-	1 690	-	101 690
Slovaquie	11 848	-	71 664	121 307	-	-	204 819
Slovénie	25 000	52 977	1 599 534	869 889	-	-	2 547 400
Sri Lanka	30 950	-	-	-	-	-	30 950
Suède	57 948 000	86 096 671	9 782 798	8 261 912	-	-	162 089 381
Suisse	14 400 000	5 048 671	9 542 139	6 714 187	-	-	35 704 996
Thaïlande	177 814	-	-	-	237 603	2 614 236	3 029 653
Trinité-et-Tobago	10 700	-	-	-	-	-	10 700
Tunisie	39 706	-	-	-	108 779	7 101	155 586
Turquie	120 000	100 000	448 293	626 127	-	-	1 294 419
Uruguay	-	-	-	-	97 599	295 978	393 577
Venezuela (République bolivarienne du)	94 008	-	-	-	632 563	1 036 020	1 762 591
Vietnam	13 709	-	-	-	-	-	13 709
Yémen	10 000	-	-	-	-	-	10 000
Divers <sup>4</sup>	-	-	-	-	1 020 269	-	1 020 269
Ajustements des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	55 402	(11 813 515)	7 394 040	(7 468 178)	-	-	(11 832 251)
<b>Sous-total</b>	<b>465 719 523</b>	<b>1 024 120 980</b>	<b>460 577 902</b>	<b>302 794 513</b>	<b>8 923 701</b>	<b>32 146 531</b>	<b>2 294 283 149</b>

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2006<sup>1</sup> (suite)

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
			Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
<b>Organisations intergouvernementales</b>							
Banque africaine de développement	-	500 000	-	-	-	-	500 000
Banque de développement du Conseil de l'Europe	-	90 000	-	-	-	-	90 000
Bureau de l'aide humanitaire de la Commission européenne	-	35 948 873	-	-	-	-	35 948 873
Commission européenne	-	77 021 382	-	-	-	-	77 021 382
Fonds de l'OPEP	-	2 100 000	-	-	-	-	2 100 000
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	-	6 000	-	-	-	-	6 000
Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND)	-	200 000	-	-	-	-	200 000
Ajustements des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	-	7 750 388	-	-	-	-	7 750 388
<b>Sous-total</b>	-	<b>123 616 643</b>	-	-	-	-	<b>123 616 643</b>
<b>Organisations non gouvernementales</b>							
Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN)	-	-	-	-	-	898 326	898 326
Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI)	-	-	-	-	-	1 383 336	1 383 336
Bernard Van Leer Foundation	-	-	-	-	-	27 219	27 219
Conrad N. Hilton Foundation	-	-	-	-	-	1 445 500	1 445 500
La Fondation pour les Nations Unies Inc.	-	-	-	-	-	30 733 649	30 733 649
Le Fonds mondial, Suisse	-	-	-	-	-	11 994 102	11 994 102
Initiative Micronutriments	-	-	-	-	-	11 527 039	11 527 039
Rotary International	-	-	-	-	-	4 322 500	4 322 500
Tetsuko Kuroyanagi, Japon	-	-	-	-	431 000	431 000	862 000
Divers <sup>6</sup>	-	-	-	-	10 443	1 767 988	1 778 431
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	-	-	-	-	-	(483 803)	(483 803)
<b>Sous-total</b>	-	-	-	-	<b>441 443</b>	<b>64 046 857</b>	<b>64 488 300</b>
<b>Accords interinstitutions</b>							
Banque mondiale	-	-	-	-	-	5 366 833	5 366 833
Bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires	-	-	-	-	-	56 956 541	56 956 541
Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement	-	-	-	-	-	31 685 086	31 685 086
Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité commune	-	-	-	-	-	4 689 383	4 689 383
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	-	-	-	-	-	3 535 491	3 535 491
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	-	-	-	-	-	250 000	250 000
Programme alimentaire mondial (PAM)	-	-	-	-	-	51 347	51 347
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	-	-	-	-	-	4 190 025	4 190 025
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	-	-	-	-	-	63 631 227	63 631 227
Programmes communs des Nations Unies	-	-	-	-	-	1 120 976	1 120 976
Organisation mondiale de la santé (OMS)	-	-	-	-	-	7 063 764	7 063 764
Ajustements des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	-	-	-	-	-	(442 496)	(442 496)
<b>Sous-total</b>	-	-	-	-	-	<b>178 098 178</b>	<b>178 098 178</b>
Autres recettes	-	-	-	-	-	-	190 010 178
Moins coût des marchandises livrées et autres dépenses <sup>7</sup>	-	-	-	-	-	-	(69 554 353)
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS</b>	-	-	-	-	-	-	<b>- 2 780 942 095</b>
Moins les postes correspondant au budget d'appui biennal	-	-	-	-	-	-	(13 092 576)
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	-	-	-	-	-	-	<b>2 767 849 519<sup>8</sup></b>

1 Toutes les contributions sont exprimées en dollars des É.-U.; les montants ont été arrondis.

2 Y compris les fonds destinés aux programmes d'urgence.

3 Y compris les recettes de la Division du secteur privé.

4 Cette catégorie regroupe principalement des recettes du secteur privé dont la provenance individuelle n'a pas été identifiée.

5 Y compris les remboursements et les ajustements de recettes notés au cours des années précédentes.

6 Cette catégorie regroupe principalement des recettes provenant d'organisations non gouvernementales dont la provenance individuelle n'a pas été identifiée.

7 Coût des marchandises livrées et autres dépenses de fonctionnement de la Division du secteur privé, sauf commissions retenues par les partenaires commerciaux.

8 Après ajustements liés aux transferts au budget d'appui, en 2006, le montant total des recettes s'est élevé à 2 768 millions de dollars des É.-U.

\* Le 3 juin 2006, le Monténégro s'est déclaré indépendant de la Serbie et le 28 juin 2006 il a été admis au sein de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'État Membre. Suite à cette cession, toutes les activités concernant les revenus ont été gérées par le Bureau de l'UNICEF à Belgrade jusqu'à la fin de 2006.